En bref

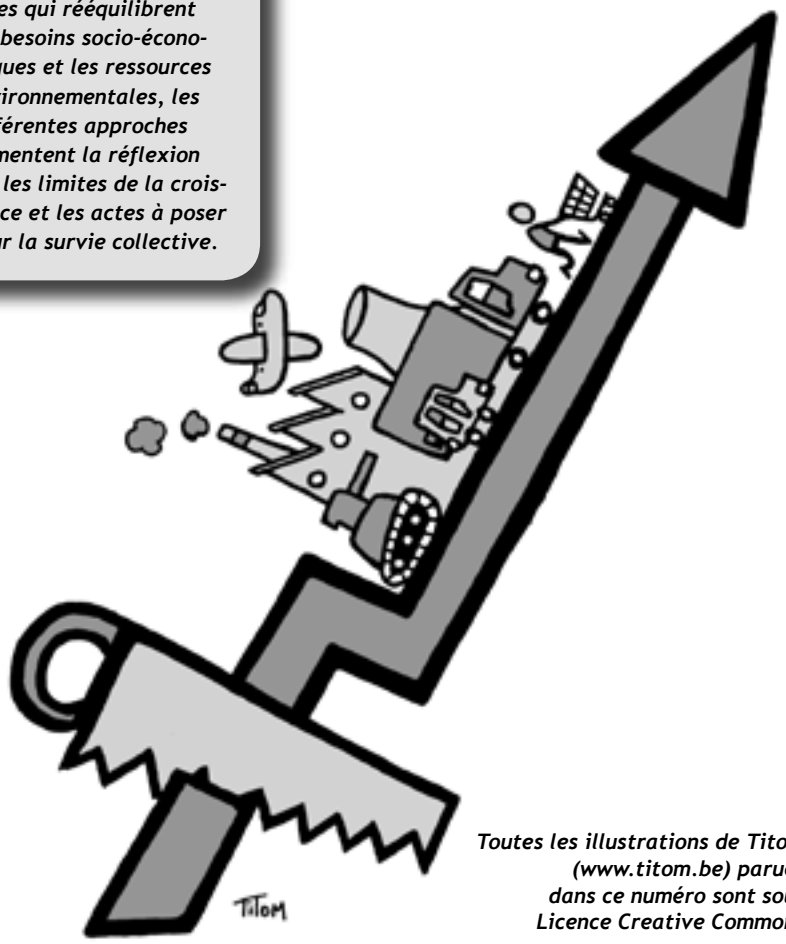
Disparition des ressources, surconsommation, expansion des nuisances, crise économique et financières, fuite en avant... beaucoup de questions interpellent nos modes de vie et hypothèquent l'avenir. Ne faut-il pas ralentir ou changer le système ? Pour répondre à cette question, le(s) concept(s) de décroissance pointe(nt) vers des solutions radicales et diverses. Tout aussi diverses sont les contributions que des auteurs et groupes nous ont livrées sur la question. Que ce soit par le démontage des systèmes de production, d'emploi et des mécanismes publicitaires ou que ce soit par l'examen des voies qui rééquilibrent les besoins socio-économiques et les ressources environnementales, les différentes approches alimentent la réflexion sur les limites de la croissance et les actes à poser pour la survie collective.

Quand la quête éperdue de croissance tue la planète

Produire toujours plus. Créer sans cesse de nouveaux besoins. Faire du monde une marchandise. Rechercher à tout prix le profit maximum. Exploiter les femmes, les hommes et leur environnement. Le modèle économique capitaliste est non seulement à l'origine de l'inégalité chronique de la répartition du bien-être et des richesses sur la planète, mais aussi de catastrophes environnementales et de dérèglements climatiques de plus en plus dramatiques.

En matière de ressources non renouvelables, si tous les habitants de la Terre consommaient au même rythme que nous, Européens, il nous faudrait les ressources de 3 à 5 planètes. Au rythme de consommation des Etats-Unis, c'est le double qui serait nécessaire [1]. C'est peu de le dire : si nous voulons que les conditions mêmes de survie de l'espèce humaine perdurent, notre mode de vie devra nécessairement décroître !

Décroître : voilà le mot qui fait peur, et pas seulement aux tenants de l'*économie de marché libre et non-faussée*. Notre imaginaire culturel est contaminé non seulement par l'impression que c'est la quantité (et non la qualité) de biens matériels que nous possédons qui fait notre bonheur. Et pourtant : chaque Belge jette en moyenne 20 % des denrées périssables qu'il achète; la durée de vie des biens que l'on nous vend ne cesse de se réduire, et c'est «*fait pour*»; nous continuons à accumuler des montagnes de détritus; à envoyer toujours davantage de voitures et de camions sur les routes et d'avions dans les airs, etc.



Toutes les illustrations de Titom (www.titom.be) parues dans ce numéro sont sous Licence Creative Commons

Il n'y a pas là de fatalité. Eh non, nous ne risquons pas de voir notre bien-être s'évanouir dans le cadre d'une société dite de *décroissance*. Au contraire : l'un des fondements d'une telle société est l'articulation entre une «*relocalisation de la production, une production de qualité durable*» répondant aux besoins véritables, et un «*développement des services aux personnes*».

Explicitons notre propos par quelques exemples :

- D'où vient ce que nous consommons ? Nos textiles sont fabriqués en Chine, les fruits et légumes que nous consommons viennent souvent de très loin, etc. En rapprochant de petites unités de production des lieux de consommation, non seulement nous lutterons contre le réchauffement climatique (en réduisant drastiquement les transports, gros consommateurs d'énergie fossile), mais nous développerons également l'emploi de proximité.

- Aujourd'hui, la plupart des grandes entreprises de production ont un service chargé de *programmer* l'obsolescence des produits ou de les rendre non réparables. Il faut mettre fin à cette *logique* mortifère et faire de la *durabilité* et de la *recycla-*

PAUL BOUDRY

La surconsommation alimente nos montagnes de détritus.

bilité des biens des normes de fabrication obligatoires.

- Notre enseignement est *malade*; les classes sont trop peuplées pour que les enseignants aient le temps de s'occuper de tous; les infirmières croulent sous la surcharge de travail; on manque de crèches; le vieillissement de la population requiert toujours plus d'encadrement; nos services publics sont vidés de leur substance (et de leur personnel); certaines activités économiques sont tuées par la concurrence et la globalisation; la culture reste un *produit* de et pour privilégiés, tant du point de vue de son accès que de sa création.

Le bien-être n'est pas conditionné par la possession de biens matériels. La revendication du monde du travail ne doit donc plus seulement passer par des augmentations de salaire, mais aussi – surtout – par une plus grande socialisation des richesses.

Pour en arriver à ce modèle d'*alter-développement*, c'est dès à présent qu'il faut amorcer une véritable révolution écologique et sociale dans les mentalités et les pratiques. Chaque jour qui passe nous démontre un peu plus que notre mode de vie actuel condamne tout simplement la vie de demain. La décroissance est inévitable. Mais sera-t-elle socialement juste ? Si les progressistes – associations, syndicats, femmes et hommes de gauche – ne s'emparent pas rapidement de la question, le capitalisme, avec son extraordinaire capacité de récupération, se chargera d'y répondre, et uniquement au profit des privilégiés.

La décroissance soutenable est hélas un enjeu dont on parle trop peu en dehors de cercles restreints d'écologistes ou d'économistes militants, sans doute en partie à cause du terme décroissance lui-même. C'est pourquoi les membres du collectif Le Ressort[2] signataires de ce texte espèrent, par celui-ci, contribuer à populariser la réflexion sur le sujet. Et c'est pourquoi ils se déclarent, dès à présent et publiquement, *objecteurs de croissance capitaliste*.

Yannick Bovy, Didier Brissa, Julien Dohet, Pierre Eyben, Christian Jonet, Michel Recloux, Olivier Starquit

[1] *Décroissance soutenable : une solution globale aux dégâts écologiques et sociaux causés par notre système ?,* sur *http://acontrecourant.be/1459.html*

[2] Le Ressort est un collectif liégeois qui regroupe des personnes d'horizons divers de la gauche progressiste ayant en commun une volonté de réfléchir et de s'exprimer sur la société : *www.ressort.domainepublic.net*

D'un dogme à l'autre

Le dogme de la croissance

Pendant plusieurs décennies, pouvoirs publics et entreprises ont fait de la croissance économique un but en soi, jusqu'à l'ériger en un instrument de mesure *objective* de notre bien-être. Ainsi, croissance économique rimait avec plein emploi et avec Etat Providence. Le degré de développement d'un pays se mesurait exclusivement à son PIB (Produit Intérieur Brut = la somme des richesses produites sur son territoire) et la croissance éventuelle de cet indicateur nous montrait dans quelle mesure ce pays «*rattrapait*» son éventuel retard économique et comment il se positionnait par rapport à ses concurrents.

Enrayer la dette publique

Plus récemment, la croissance économique était devenue LA solution pour sortir de la spirale de l'endettement à laquelle nos Etats et en particulier la Belgique sont confrontés depuis la fin des années 1970 [1]. Le principe semblait simple et miraculeux: étant donné que l'Etat arrivait à peine à payer les intérêts liés à sa dette publique, il suffisait de limiter la croissance du budget de l'Etat et d'attendre que notre PIB augmente. Ainsi, la part de la dette publique en rapport du PIB diminuait et on pouvait espérer sortir de l'impasse sans pour autant réduire drastiquement les dépenses de l'Etat.

Les limites de la croissance

On le constate aisément en examinant l'histoire récente, la croissance est d'une part un objectif qui n'est pas spécialement facile à atteindre et qui d'autre part comporte ses propres limites. L'agiter tel un étendard et en faire un dogme comme s'il s'agit de la solution magique à tous nos problèmes revient à nier la complexité de nos sociétés et de notre nature humaine.

[1] La dette publique a atteint 130% du PIB en Belgique fin des années 1980. A ce taux d'endettement, l'Etat se voyait contraint de lancer de nouveaux emprunts pour simplement arriver à payer les intérêts de la dette. Il était devenu impossible dans ces conditions d'envisager un remboursement des montants empruntés.

Le dogme de la décroissance

Face aux limites de la croissance et aux dérives du système capitaliste, face à la précarisation d'une part de plus en plus importante de la population et face aux défis environnementaux que nos sociétés sont amenées à relever dans l'urgence, des voix s'élèvent pour appeler à la décroissance. Une idée simple qui petit à petit fait son chemin: puisque les ressources naturelles de notre planète sont limitées, limitons en l'usage, optons pour la simplicité volontaire, arrêtons de consommer. Fini donc la société de consommation et avec elle *exit* le capitalisme qui s'effondrera. Un doux rêve certes, mais est-il vraiment réaliste ?

L'attraction du capitalisme

La force du capitalisme est d'avoir su, au bon moment, donner envie aux travailleurs de faire partie d'un système, de faire partie DU système. Ainsi, le revenu procuré par l'emploi permet non seulement de subvenir aux besoins premiers, mais également d'accéder à la société de consommation et au «*confort moderne*». Mieux, l'emploi donne à chacun une place dans la société, voire un sens à sa vie. En théorie, l'emploi permet également l'émancipation et l'ascension sociale. Même s'il est évident que l'emploi aliène tout autant qu'il n'émancipe, et que l'ascension sociale reste un phénomène limité à quelques individus, force est de constater que l'emploi a, pour la majorité des gens, une fonction d'intégration sociale. A défaut d'offrir une réelle liberté ou d'être générateur d'égalité, l'emploi confère aux gens une identité sociale à laquelle ils tiennent le plus souvent. Difficile d'imaginer dans ce contexte qu'une part importante de la population renonce volontairement à son mode de vie actuel pour plonger dans l'austérité, fut-elle volontaire.

Travailler moins pour être plus heureux

Une idée qui séduit la plupart d'entre nous, mais souvent pas à n'importe quel prix. Si nombreux sont ceux qui optent pour un emploi à temps partiel, d'autres peuvent difficilement se permettre de voir leurs faibles revenus amputés de quelques malheureux pour-cent. Le coût de la vie, et en particulier les charges liées au logement, sont pour ceux-ci trop importants.

Pour pallier ce manque à gagner, une solution est bien sûr de diminuer notre recours à toute une série de services extérieurs et de réaliser nous-mêmes tous nos travaux d'entretien, de plomberie, de nettoyage, de garde des enfants,... soit,

Indicateur de développement humain (IDH) – les dix premiers pays du classement

	Espérance de vie à la naissance (en années)	Taux de scolarisation (tous niveaux) (en %)	PIB/ habitant (en $)	Rang PIB	IDH (échelle de 0 à 1)	Rang IDH
Norvège	78.9	98	36.600	1	0.966	1
Suède	80.0	114	26.050	10	0.946	2
Australie	79.1	113	28.260	7	0.946	3
Canada	79.3	96	29.480	5	0.943	4
Pays-Bas	78.3	99	29.100	6	0.942	5
Belgique	78.7	111	27.570	8	0.942	6
Islande	79.7	90	29.750	4	0.941	7
Etats-Unis	77.0	92	35.750	3	0.939	8
Japon	81.5	84	26.940	9	0.938	9
Irlande	76.9	90	36.630	2	0.936	10

Source : Rapport sur le développement humain, PNUD 2004.

soyons honnêtes, pas vraiment ce dont nous rêvons lorsque nous pensons à une réduction de temps de travail. Force est de constater, qu'à moins de bénéficier d'un capital de départ suffisant, nous nous retrouvons forcément coincés par un système que bien souvent nous défendons par ailleurs. A ce titre, les réseaux d'échanges de type SEL (Système d'Echange Local) offrent une piste intéressante même s'il n'est pas évident que l'on puisse parler de décroissance au sens strict. Ne s'agirait-il pas plutôt d'un mode plus solidaire ou tout simplement alternatif de produire du service et de l'échange ?

Consommer moins pour être plus heureux

Il est évident que nos modes de consommation actuels laissent à réfléchir. «*Le prêt à porter, prêt à jeter*» domine de plus en plus notre culture consommatrice. Nous revendiquons le changement permanent parce que les publicistes et les magazines de mode en ont fait un idéal que nous avons partiellement ou totalement intégré.

Néanmoins, toute consommation ne peut être considérée comme néfaste. Il y a des besoins primaires qui ne peuvent être niés et une demande pour un certain confort de vie qui semble pour le moins légitime. La difficulté est dès lors de faire la part des choses entre une consommation qui serait légitime et une qui ne le serait pas. Que dire par exemple des soins de santé dont certains abuseraient ? Que dire des personnes qui ont un parcours d'étude trop long ? Que dire de la consommation de loisirs ? Prôner la décroissance à tout prix reviendrait à nier ces complexités. S'il est évident que les dérives actuelles de la société de consommation sont un leurre et mettent nos sociétés en péril, la déconsommation systématique est un concept sans doute trop simple. Par contre, il est grand temps d'éduquer le consommateur pour qu'il change ses comportements et de contraindre le producteur à des normes plus viables pour l'environnement.

Conclusion

La croissance ne mesure que partiellement la santé économique d'un pays. En faire l'indicateur principal revient à ignorer toute une série de paramètres pourtant fondamentaux. En faire un objectif à atteindre nous rend aveugle à force de concentrer notre attention sur la seule notion de *performance économique*.

La décroissance a le mérite de nous pousser à réfléchir autrement en dénonçant les limites de la société de consommation. Néanmoins, faire de la décroissance un but en soi n'a pas de sens, parce qu'à nouveau, cette seule mesure ne peut ni décrire, ni prendre en compte la complexité de notre société et de notre système économique.

Faire de l'un ou l'autre de ces deux concepts l'axe central de notre politique revient à les élever au rang de dogme. Il n'est pas inutile par contre de réfléchir à une autre manière de consommer et de produire et à une autre manière de créer de la solidarité.

Thierry Kuyken

L'Indicateur de développement humain

Parmi les indicateurs qui prennent davantage en compte la dimension sociale pour évaluer le progrès, l'exemple le plus connu est l'Indicateur de Développement humain (IDH). Produit par les Nations unies depuis les années 90, il s'agit d'un indicateur synthétique, c'est-à-dire qu'il opère une moyenne à partir de trois données : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le taux d'instruction.

On constate que quatre membres du G8 («club» des pays riches) sont absents du top 10, au classement IDH.

Il s'agit du Royaume-Uni (12e), de la France (16e), de l'Allemagne (19e) et de l'Italie (21e). D'autre part, l'exemple des pays nordiques montre que progrès social et économique ne sont pas forcément contradictoires. Notons encore que la Belgique se classe très honorablement au sixième rang du classement IDH. (in *Contrastes*, bimensuel n°106 des Equipes Populaires, février 2005, pages 7-8.)

La décroissance, un remède au chômage !

En 2007, Bruxelles était classée deuxième au classement des villes les plus riches d'Europe sur base de la richesse produite par habitant. Pourtant la Région connaît un taux impressionnant de chômage depuis plusieurs années (autour de 20%). Certes, de nombreux emplois sont occupés par les navetteurs, ***certes l'offre des emplois bruxellois n'est pas adaptée à la qualification des habitants de la Région-Capitale. Mais n'y a-t-il pas un autre hiatus provenant de notre modèle économique de croissance ?***

La croissance crée-t-elle de l'emploi ?

Les tenants de la décroissance réfutent l'idée selon laquelle il est naturel et commun à toutes les sociétés que le travail crée de la valeur. Pour eux, un modèle productiviste cherche à produire toujours plus de marchandises avec toujours moins de personnes et conduit inexorablement au chômage de masse. Au cours de ces deux derniers siècles, les gains de productivité mondiaux ont été multipliés par trente tandis que l'emploi salarié seulement par 1,75 [1]. Ces chiffres contredisent vaillamment la croyance éculée selon laquelle la croissance suffit à créer de l'emploi et à résorber le chômage. Il faut savoir que si les 200 plus grandes multinationales réalisent 25% de l'activité économique mondiale, elles emploient moins de 1% de la force de travail globale[2]. En Région bruxelloise, alors que le PIB augmentait de 2,1% de 1995 à 2006, l'emploi n'augmentait que de 0,8%. C'est en Région bruxelloise, au regard des deux autres Régions, que l'écart est le plus élevé entre croissance du PIB et croissance de l'emploi [3]. Les données du Bureau Fédéral du Plan montrent qu'à Bruxelles, la croissance économique se traduit davantage en gains de productivité qu'en emplois.

Outre ce hiatus, l'objectif de plein emploi prôné à tour de bras au sein de notre modèle économique[4] suppose un accroissement quasi exponentiel de notre consommation laquelle, il ne faut plus le démontrer, est très destructrice de notre environnement.

Vers une finalité sociale de la production

Cette distorsion n'est pas neuve et était pointée du doigt, dans les années 1970 par les tenants du Club de Rome et, dans la fou-

[1] M. Friso, *Moins de biens, plus de liens. La décroissance vue par les objecteurs de croissance*, in Le travail à la croisée des chemins, Echos, Bruxelles Laïque, 2007, n° 56, pp. 34-37.
[2] Voir le rapport 2005 du Center for Economic Policy Research (CEPR), www.cepr.net.
[3] Données fournies par la BNB.
[4] Objectif tout à fait hypocrite puisque depuis les années 1970, le maintien d'un chômage structurel est considéré comme un mal nécessaire pour faire baisser les salaires.

lée, par différents philosophes précurseurs du mouvement décroissant tels que J. Baudrillard, A. Gorz et Sahlins qui appelaient à un dépassement du modèle de société salariale prônant l'emploi comme vecteur hégémonique de l'intégration socio-économique. Plutôt que de promouvoir une augmentation d'un travail aliénant visant à produire et à consommer davantage en créant de nouveaux besoins sans aucune considération environnementale, ils invitaient à redonner au travail sa vraie place, celle d'une nécessité, celle où chacun doit contribuer en fonction de ses capacités à la production de produits matériels ou de services utiles dans des conditions d'emplois respectueuses de la personne humaine. Bien loin du modèle actuel qui crée une ségrégation entre diverses activités productives dont certaines sont rémunérées et d'autres pas (activités bénévoles, artistiques, tâches ménagères) non en fonction de leur utilité sociale mais de leur rentabilité au fonctionnement de la machine économique. C'est sur cette base que Jacques Ellul fixait en 1981 un objectif de temps de travail ne dépassant pas deux heures par jour.

Réduire le temps de travail : une alliance sociale et environnementale

L'émergence des mouvements décroissants combinée à la montée du chômage et à la crise du pouvoir d'achat donne sans aucun doute un regain d'intérêt à ces analyses. Deux chapelles s'affrontent ici :

1° les décroissants qui défendent une économie de marché comprenant l'artisanat indépendant, les coopératives,... reposant sur une économie à taille humaine et maîtrisée et s'accompagnant d'une réduction drastique du temps de travail en vue d'atteindre une réduction des deux tiers de notre consommation des ressources naturelles [5] ;

2° les éco-socialistes qui avancent l'idée d'une réduction du temps de travail pour vaincre le chômage sans recourir à une croissance économique démesurée tout en articulant le social et l'écologie[6].

Bref, verre à moitié vide, verre à moitié plein, tous s'accordent en définitive pour considérer que la réduction du temps de travail signerait l'alliance entre le social et l'environnemental par la combinaison enchantée d'une économie du travail

humain et des ressources de toutes sortes tout en permettant à l'humanité de développer son potentiel émancipateur. Pour A. Gorz, ce temps libéré doit en effet permettre une autonomie des individus, de l'auto-production, la constitution de réseaux, de solidarités, de coopération, d'investissement dans le champ du politique [7].

Les syndicats abondent dans le même sens[8]. La diminution du temps de travail est une réponse possible à la montée du chômage. Pour la CSC, «*la réduction du*

[5] On rangera dans cette famille : Paul Ariès, Serge Latouche et Vincent Cheynet.
[6] Rangeons dans cette catégorie J.M. Harribey et M. Husson.
[7] A. Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Paris, Galilée, 1991, p. 222.
[8] *Pour quel contrat se battre ?*, Imagine, septembre-octobre 2005, p. 12.

Les Systèmes d'échanges locaux (SEL)

Les SEL ont pour objectif de permettre un échange de services entre leurs membres sur une base la plus égalitaire possible, dégagée de considérations financières, afin de contribuer au renforcement du tissu social local sans reproduire les rapports sociaux et la hiérarchie des qualifications tels qu'ils existent sur le marché du travail. Vous pouvez trouvez des renseignements sur ce dispositif à Bruxelles : *http://brusel.be/*.

Les Réseaux d'échanges de savoirs (RES)

Les RES visent à mutualiser les savoirs par un échange qui sort du cadre salarial. Le réseau est composé de personnes de compétences intellectuelles diverses qui à tour de rôle prennent tantôt la caquette du *professeur* tantôt la casquette de l'*élève*. Les savoirs enseignés sont très divers allant de l'apprentissage d'une langue à celui de la peinture en passant par l'informatique. Un tel réseau existe à Bruxelles : *www.res-belgique.cafewiki.org*.

PHILIPPE MEERSSEMAN

Le magasin de seconde main Oxfam illustre les principes de l'économie sociale : création d'emplois pour les plus faibles et réutilisation des produits.

temps de travail est la solution massive, accompagnée de la création d'emplois dans le développement durable ou le social». Du côté de la FGTB : «*La réduction du temps de travail serait la seule façon d'obtenir l'égalité homme-femme, au contraire du temps partiel qui est massivement féminin. Mais les employeurs n'en veulent pas*».

Se libérer de la sur-consommation et redécouvrir les vertus de la lenteur

Il ne s'agit pas de tomber dans le travers du système français par une réduction minime des heures de travail s'accompagnant d'une réduction de salaire et d'une plus grande flexibilité mais de reconsidérer profondément notre modèle salarial. Pour éviter le piège de la réduction salariale, pourrait être envisagé un glissement de la fiscalité sur la force de travail vers une fiscalité environnementale et davantage redistributive qui pénaliserait les comportements et les modes de consommation les plus nuisibles à l'environnement.

Outre la mise au pas du modèle productiviste écologiquement ravageur, la réduction du temps de travail opérerait la redécouverte d'un temps propice aux sociabilités, aux transformations de l'imaginaire des individus englués dans le modèle de consommation pour le faire évoluer vers des pratiques quotidiennes comme celles mises en lumière par le mouvement italien Cittaslow («*Villes lentes*» en Italie) qui réunit des villes désireuses de se libérer du culte moderne de la vitesse responsable de notre assujettissement au modèle surconsommatoire. Les habitants des villes lentes mènent donc une réflexion sur la temporalité nécessaire au respect de la démocratie. La démocratie comme l'éducation a besoin de lenteur. L'avenir des villes lentes tient dans leur capacité à ne pas devenir un segment au sein du marché actuellement florissant des villes privées thématiques, à ne pas être réduite à un slogan publicitaire comme le promeut le plan bruxellois de développement international (PDI).

Claire Scohier

Ma simplicité volontaire

Ou comment tenter de devenir adulte a 35 ans

Il y a trois ans, un déclic : je comprends que la planète va mal. La planète dont l'être humain s'est emparé (n'est-ce pas Descartes qui a dit qu'on pouvait ?), qu'il a sali et pillé, n'en peut plus : le jouet est cassé. Aïe, aïe, qu'est-ce que j'ai fait ? Comment en est-on arrivé là ? Les plantes, les animaux, les ruisseaux, c'est vrai que je ne m'en suis jamais trop fait pour eux. Bien sûr, il y a les médias qui me disent depuis longtemps, depuis toujours en fait, que les baleines et les dauphins se farcissent mes poubelles, avalent mes sacs plastiques et boivent mes eaux usées et savonneuses mais, pour dire vrai, je n'avais jusque là pas ressenti la nécessité de changer quoi que ce soit. Je continuais mon petit bonhomme de chemin : je consomme, je jette, je consomme, je jette...

Lorsqu'il y a trois ans, je commence à me pencher sur le sort de notre terre, qui pour le dire franchement, est en train de crever sous nos yeux, je comprends des tas de choses. Sur elle mais surtout sur moi. Comme tant d'autres, je me comporte comme un enfant gâté, je gaspille sans rien respecter ni même penser à demain, qui est devenu aujourd'hui. Je pense alors : je fais quoi maintenant ? Je surfe sur Internet pour trouver un peu de compréhension, d'autres gaspilleurs repentis... A ce moment-là du passé, je cherche des petites solutions accommodantes du type poudre à lessiver écologique, meubles en bois FSC, papier recyclé non chloré, etc. Tout ceci est mieux mais non suffisant. Ce n'est pas assez pour que la planète respire un peu. Le changement de comportement radical n'y est pas. Je sais bien.

Je réfléchis pour m'améliorer encore et je vois une belle opportunité. Mais là c'est trop, tout à fait déraisonnable : choisir de se passer de voiture quand on est un couple avec deux jeunes enfants et qu'on a les moyens... Bon, une fois le choc (de l'idée saugrenue) passé, je me reprends et je décode le problème. Pourquoi ai-je besoin d'une voiture alors que j'habite la ville ? Les enfants vont à la crèche près de chez moi, je fais mes courses à l'épicerie située à 300 mètres, je vais travailler en train car j'en ai marre des embouteillages... Pourquoi ai-je absolument besoin d'une voiture ? En cas de nécessité il y a les voitures partagées Cambio quand même !!!

Et là je tombe sur un truc énorme : MON IMAGE. Dans mon milieu fait de médecins, de banquiers et d'avocats, c'est «*socialement acceptable*» de se rendre à son travail en train, de prendre (quelques jours) le tram si la voiture est en panne mais on ne se rend pas le samedi soir chez des amis en bus. Pourquoi ? Parce que cela fait pauvre (et plouc !). C'est aussi simple que ça.

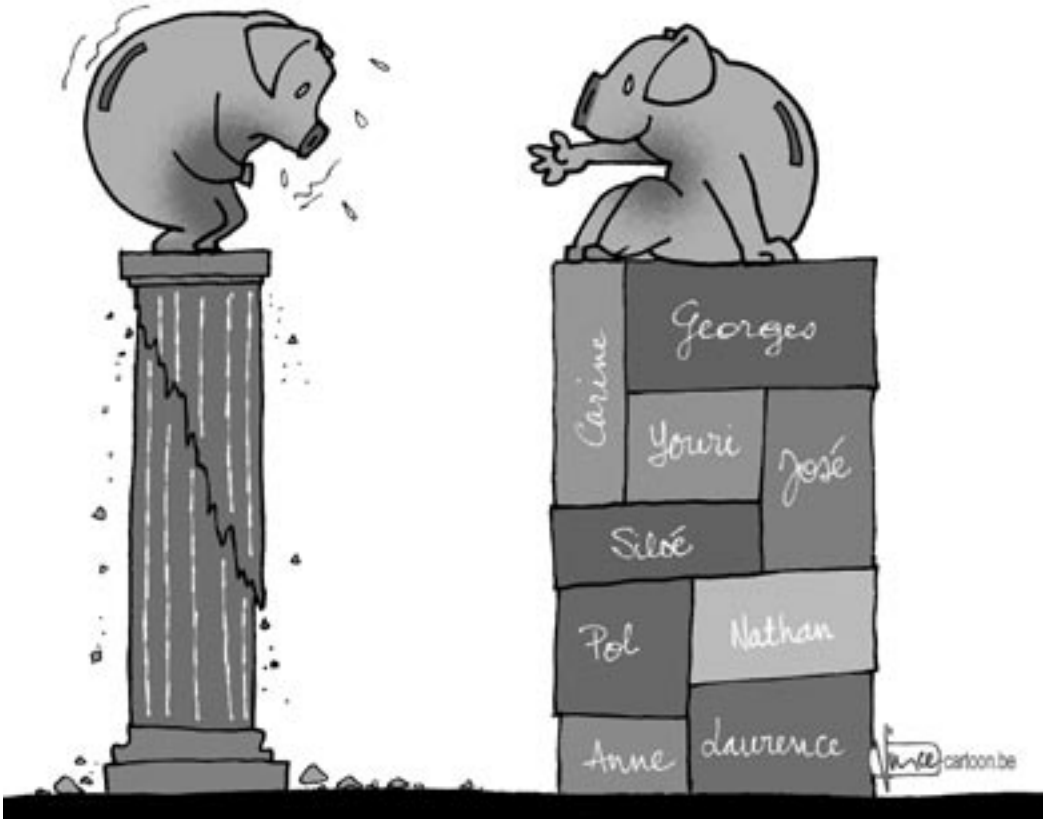
A ce stade de mon *évolution* je pèse et soupèse : qu'est-ce qui vaut le plus ? Mon image ou la planète ? Facile me direz-vous. Eh bien non. Sinon on n'en serait pas là ! Quelques mois plus tard, je choisis de faire le grand saut, je fais radier ma plaque d'immatriculation.

Tout va bien. Je me déplace avec les transports en commun ou le vélo, même le samedi soir... Souvent maintenant je réfléchis à ce problème de l'*image* et je me dis que si chacun s'attelle à résoudre son problème d'immaturité (regardez les grosses voitures autour de nous), on pourrait bien la sauver notre planète !

Hélène,
Citoyenne d'Uccle

Décroissance financière ?
Commençons par le sens de la mesure !

En termes financiers, la décroissance est en quelque sorte une récession choisie, planifiée et assumée [1]. L'idée d'orchestrer une telle évolution ne fait évidemment pas l'unanimité. C'est pourquoi les promoteurs de la finance éthique et solidaire préfèrent mettre en avant d'autres solutions pour que l'argent redevienne un outil et non une fin en soi.



Au lieu d'opposer croissance et décroissance, il s'agit plutôt de mettre en cause la manière dont la plus-value de l'activité économique est redistribuée et l'orientation de cette activité. C'est le moment : la crise financière a rappelé à tous les limites et les déraisons du système financier : on voit à présent d'un autre œil ces exigences de retours sur investissement de 15, 20 voire 30 %, incompatibles avec l'économie réelle et qui ne peuvent être obtenus qu'au détriment de la rémunération des autres facteurs de production, le travail en particulier.

Dans la logique spéculative, «*le profit est une rémunération variable, incertaine mais espérée, du risque pris par le détenteur d'un capital investi. En règle générale, plus le risque est élevé, plus le capital sera rémunéré et donc le profit élevé*»[2]... au point de devenir une fin en soi.

L'alternative à cette logique existe déjà, c'est la finance solidaire. Son objectif de cohésion sociale s'inscrit davantage dans la perspective du développement durable que dans celle de la décroissance.

Quelques exemples :

- ***Modération actionnariale :*** dans les coopératives agréées par le Conseil National de la Consommation, en Belgique, le dividende versé aux coopérateurs est de maximum 6 % net. Le but de cette règle est de privilégier le développement de

[1] Rappelons qu'une «récession» est une contraction (constatée mais non voulue) du produit intérieur brut qui, lorsqu'elle dure plus de deux trimestres, devient une «dépression».

[2] Bernard Bayot, *Le profit peut nuire gravement à votre économie !*, analyse RFA, octobre 2008, http://www.financite.be/publications/mes-articles/le-profit-peut-nuire-gravement-a-votre-economie,fr,402.html

l'activité économique concernée, plutôt que le profit personnel.

- Capital patient : ce concept anglo-saxon désigne le capital investi pour un long terme, c'est notamment un des principes de base du commerce équitable. Là aussi il s'agit de consolider une activité économique choisie pour sa plus-value sociale ou environnementale.

- Monnaies fondantes : cette idée a été théorisée par Silvio Gesell, né à Saint-Vith en 1862, dans son ouvrage *L'ordre économique naturel*. Des systèmes monétaires alternatifs qui pénalisent la thésaurisation de l'argent existent toujours, citons le Chiemgauer en Bavière[3]. Il s'agit dans ce cas de remettre l'argent à sa juste place, celle d'outil au service d'une collectivité.

- Prêt sans intérêt : si l'usure a été frappée d'interdit par le christianisme comme par l'Islam, l'idée du prêt sans intérêt a particulièrement intéressé Pierre Joseph Proudhon dans sa *Solution du problème social* publiée en 1849. Une application récente de ce principe est l'octroi possible, en région bruxelloise, d'un prêt à taux zéro par la coopérative Crédal, pour financer des travaux visant les économies d'énergie. Là aussi, l'objectif est ce que l'investissement va rendre possible et non sa rémunération.

Ces notions ne sont donc pas neuves. L'histoire des grandes religions et des philosophies regorge de tentatives de moraliser voire de normaliser nos rapports à l'argent. A présent, le besoin sociétal qui s'exprime largement, c'est d'offrir à la finance une autre finalité que la sienne propre. Ce faisant, on ne rétrograde pas l'activité financière à une fonction subalterne, au contraire on lui rend une dignité perdue : le sens... de la mesure. Commençons déjà par là !

Antoinette Brouyaux
Réseau Financement Alternatif
www.rfa.be

[3] Cf. dossier *Monnaies complémentaires* publié dans le FINANcité magazine n°8, décembre 2007, http://www.financite.be/gallery/documents/magazine/financite08-web.pdf

Choisir la décroissance !

Journée de réflexion sur l'objection de croissance

L'Association d'Objecteurs de Croissance (AdOC), organise en collaboration avec ATTAC ULB et les asbl GRAPPE, les Amis de la Terre Belgique & Respire, la première journée belge de réflexion sur l'Objection de croissance. Celle-ci se tiendra ce 21 février dès 9h30 à l'ULB. Son titre : «*Choisir la décroissance*».

Cette journée a pour objectif de sensibiliser le public belge francophone aux thèses philosophiques et politiques de «*l'objection de croissance*».

Marie-Dominique Perrot, Serge Latouche, Ricardo Petrella, Michaël Singleton, Christian Arnsperger, Paul Lannoye et bien d'autres interviendront pour éclairer les débats avec le public.

Le samedi 21 février 2008, de 9 h 30 à 18 h 30.
A l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Campus du Solbosch - Auditoire UD2.120 (bâtiment U, porte D)
Accès STIB : bus 71 et 72, tram 94.

Informations et réservations :
Georges Trussart, 081/21 29 53 – courriel : g.trussart@skynet.be

La décroissance et la pub

Qu'entendons-nous par* décroissance *? Employé tel quel, ce mot ne signifie qu'un mouvement vers le bas, qui pour certains est synonyme de régression, de retour en arrière. Il faut donc expliciter : que faire décroître et pourquoi ?

Le brillant économiste Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) a donné la réponse. Les économistes se sont trompés sur la nature du processus économique, considéré comme une activité abstraite, coupée de la réalité matérielle de la Terre. Dans les manuels d'économie, l'argent alimente une machinerie qui produit des richesses mises sur le marché, qui sont ensuite consommées par les consommateurs, ce qui permet aux producteurs de nouveaux investissements pour produire de nouvelles richesses sur le marché.

Cette boucle est considérée comme fermée et infinie : il suffirait de trouver un équilibre entre production et consommation pour qu'elle devienne un mouvement perpétuel.

N. Georgescu-Roegen souligne qu'il y a là un oubli «*gros comme le monde*», précisément. Car pour produire les richesses, il faut de la matière, et l'homme est incapable d'en créer. Il peut seulement transformer la matière existante. Par conséquent nous dit-il, le processus économique est en réalité solidement arrimé à la matière car il dépend tout entier des ressources naturelles. Prenons par exemple l'ordinateur, outil central dans l'économie pourtant dite *dématérialisée* : pour le produire il faut environ 400 kg de matières premières (minerais, pétrole, etc.) et 1.400 litres d'eau. Sa fabrication a nécessité de l'énergie (extraire le minerai, faire tourner les machines, etc.), ce qui a émis des gaz à effet de serre.

Toute transformation induit des pollutions et/ou des pertes d'énergie. L'ordinateur deviendra en outre à court terme un déchet (même si en partie recyclable). En résumé, il n'y a pas d'économie possible sans extraction et transformation des ressources naturelles, ce qui génère immanquablement des pollutions. Cette évidence constitue paradoxalement le point de rupture matériel du principe de la croissance.

Tous les politiciens voudraient la croissance, cette panacée surmédiatisée qui apporterait richesse, bonheur, travail, sécurité sociale, progrès, etc. Cette croissance-là n'est bien entendu pas celle des fleurs, mais du PIB. Cette croissance économique peut être produite en augmentant et accélérant la production/consommation disent les économistes; ce qui ne peut qu'accélérer l'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables et les émissions polluantes, ajoute N. Georgescu-Roegen. Et en effet, après 60 ans de croissance, nous

sommes face à une crise environnementale de grande ampleur. C'est particulièrement clair en ce qui concerne l'énergie et le climat: sans diminution drastique de nos niveaux de consommation (e.a. d'énergies fossiles) nous serons confrontés à une situation ingérable (pénuries, bouleversement climatique, etc.).

Plutôt que de rechercher la croissance, il est urgent d'organiser de façon responsable et solidaire *la décroissance des flux de matières et d'énergie* car il n'y a pas de croissance infinie possible sur une planète aux ressources limitées. Il s'agit de faire décroître ces flux *là où ils sont trop importants* donc avant tout dans les pays industrialisés. Sortons de cette obsession maladive de la croissance qui s'avère être un principe très destructeur, pour se diriger vers des modes de vie plus simples. Mais tout ne nous entraîne pas dans cette direction. Parmi les forces contraires, la pub est particulièrement visible et agressive. La publicité commerciale est partout. Elle vous prend au berceau pour ne plus vous lâcher. Son unique but : vous faire acheter, toujours plus et toujours plus vite.

Ce moteur de la croissance a pour fonction d'alimenter la pulsion d'achat et d'augmenter la consommation. Elle vise le cerveau, car c'est lui qui dirige la main vers le portefeuille et vous convainc que c'est la bonne chose à faire. Pour cela, la pub se base sur un mythe qui est au cœur de la sacro-sainte croissance et qui est l'arrière-fond idéologique du discours publicitaire : «*le bonheur par la consommation*».

Cette mystification de l'être par l'avoir (qui conduit à avoir plutôt qu'à être), la pub la ressasse inlassablement : nous subissons 15.000 *impacts commerciaux* par jour ! Radio, cinéma, tv, presse, Internet, affichage, toutes-boîtes, set de table, vêtements, le matraquage est omniprésent. Pour toucher les cerveaux, entretenir la mystification consumériste et alimenter la croissance, les annonceurs ne lésinent pas : les investissements publicitaires en Belgique atteignent 9 milliards d'euros en 2008, soit 900€ par personne en moyenne, payés par le consommateur via ses achats.

La pression publicitaire pollue les lieux et les esprits. Ce harcèlement alimente l'idéologie sans avenir de la croissance et freine l'émergence d'une autre conscience collective. Les solutions aux crises actuelles passent nécessairement par la décroissance, rendue singulièrement compliquée par la propagande publicitaire permanente. Il faut donc également faire décroître la pub, condition de la croissance des consciences.

Sandy de Wilde et Jean-baptiste Godinot pour l'asbl Respire
www.respire-asbl.be

Vers une écologie industrielle ?[1]

C'est évident, Bruxelles ne lutte plus vraiment pour maintenir sur son territoire des activités productives de type industriel. Et le soutien ambigu du pouvoir pour la construction d'un centre logistique routier en plein centre ville ne devrait pas nous leurrer.

La ville : concilier lieux de production et d'habitation

L'activité industrielle bruxelloise est en décroissance depuis 40 ans. Et finalement, personne ne s'en émeut vraiment. Pourtant, notre bon sens devrait nous alerter parce qu'à terme, si aucune solution n'est apportée face au challenge de réduire drastiquement notre production de gaz à effet de serre, un enjeu qui précédera probablement la disparition des énergies fossiles, il faudra un jour se préoccuper du nécessaire rapprochement des lieux de production et de consommation. Mais la ville, entre-temps, aura vu sa densité monter en flèche, très probable conséquence des difficultés croissantes de se déplacer et de la nécessité de rapprocher les domiciles des lieux du travail (presque entièrement tertiairisé). Le Bureau du Plan prévoit qu'il y aura un million deux cents mille habitants à Bruxelles en 2020 [2]. Quel modèle de ville allons-nous proposer à tous ces nouveaux Bruxellois ?

La nécessaire prise en compte des limites de la biosphère devrait inciter les autorités à faire preuve de la plus grande prudence dans la mise en œuvre de leurs politiques de développement économique. On ne peut que leur conseiller de lire le remarquable ouvrage de Suren Erkan, *Vers une écologie industrielle* qui propose notamment une réponse à cette question qui anime toujours les assemblées générales d'IEB : comment résoudre la tension qui oppose les tenants de l'urbanité et de ses nécessaires activités et ceux de la nature, persuadés (à raison) que nous allons droit dans le mur ? Comment réconcilier les habitants de Haren ou de Neder-Over-Heembeek avec les exploitants des usines toutes proches du canal?

Les comportements de décroissance

L'écologie industrielle explore une hypothèse hardie : pourquoi ne pas considérer le système industriel comme un cas particulier d'écosystème ? Ce concept s'applique à la ville en la considérant presque comme un être vivant, selon quatre règles [3] :
- minimiser les perturbations causées à l'environnement;
- préférer les ressources renouvelables;
- recycler les déchets dans de courtes boucles;
- rechercher de nouvelles manières de répondre aux besoins en développant des interactions plus complexes entre producteurs et consommateurs.

Ces quatre règles pourraient être résumées en deux principes fondamentaux qui devraient dominer l'économie du 21e siècle: la parcimonie et le recyclage. A l'heure où la production marchande prédétermine l'obsolescence de ses produits pour alimenter le dogme de la croissance, ces principes, nous commençons pourtant à les intégrer dans nos comportements individuels. Nous tentons par exemple de plus en plus d'économiser l'énergie et beaucoup d'entre nous posent les gestes quotidiens du recyclage. Chaque jour, nous contribuons donc sans le savoir à une forme de décroissance!

Réinventer les cycles industriels urbains

Ces principes peuvent également être appliquées aux cycles industriels urbains. Le paradoxe, c'est que cela constitue sans doute la seule solution pour maintenir l'activité nécessaire à la survie à long terme de notre société, urbaine à 80%. Car la coexistence des usines de nos grands-pères avec une densité croissante de logements et d'activités de services est devenue un leurre. On le constate couramment dans les commissions de concertation, où les riverains, de mieux en mieux outillés dans leurs argumentations, s'appuyant sur une législation environnementale qui est en train de prendre le pas sur toutes les autres législations, s'opposent avec de plus en plus d'efficacité à des projets industriels, souvent considérés à raison comme

[1] *Vers une écologie industrielle*, Suren Erkan, Editions Charles Léopold Meyer, 2004.
[2] www.plan.be
[3] *Le capitalisme est-il durable?* Bernard Perret, Carnets Nord, 2008.
[4] *Décoloniser l'imaginaire*, Serge Latouche, Parangon, 2003.

MATHIEU SONCK

Grâce à la voie d'eau et à la proximité des entreprises, la zone du canal permet des synergies entre les entreprises de récupération et de retraitement des déchets en tous genres.

urbicides. Si ce sujet vaut une thèse, voire plusieurs, ne nous privons pas de développer deux pistes très pragmatiques, dans l'air du temps mais qui mériteraient un solide coup de pouce.

La première est celle de l'économie dite de la fonctionnalité. Son principe est très simple, elle substitue la prestation d'un service à la vente d'un bien. Le système de voiture partagée en est un exemple. D'un point de vue économique, la clause essentielle du contrat est le prix de l'usage du véhicule. Le prestataire de service a tout intérêt à ce que ses voitures soient le plus souvent utilisées et qu'elles durent le plus longtemps possible. Une magnifique application du principe de l'économie (dans le premier sens du terme) qui aujourd'hui déjà, nous amène à constater qu'une voiture Cambio remplace en moyenne 30 voitures individuelles! Mais le système Cambio, fameux clou dans la croissance du secteur automobile, s'il connaît un succès croissant, se heurte encore à ce que Serge Latouche appelle *la colonisation de l'imaginaire* [4] : cette voiture qui hante encore l'esprit d'une majorité involontairement asservie à un mythe qui s'introduit dès la plus tendre enfance dans la tête de nos bambins à coup de Dinky Toys et équivalents.

La seconde concerne la zone du canal, sujet de bien des convoitises et gérée en dépit du bon sens par une entreprise autonome régionale qu'il conviendrait de très vite recadrer. Car cette zone, dernière réserve foncière majoritairement consacrée aux activités industrielles est une opportunité fantastique d'application de ce que Bernard Perret appelle *l'économie circulaire*, dont le principe est de développer des synergies entre des entreprises géographiquement proches afin que les unes utilisent comme ressources les déchets des autres. A cet égard, la chaîne de traitement des déchets constitue une opportunité majeure de mettre en pratique ces principes.

La remise en cause de la logique marchande

L'une comme l'autre de ces deux pistes implique cependant par ailleurs une solide remise en question de la logique marchande et de son corollaire néolibéral, c'est-à-dire, la primauté de la concurrence libre et non faussée sur toute régulation du système économique. Car les partenaires de l'échange Cambio, pour assurer la viabilité du système, doivent s'engager dans une relation de confiance à long terme. De même, pour assurer des synergies sur le plan productif d'un groupe d'entreprises interdépendantes, il faut se faire confiance, durablement. Un principe en contradiction avec la logique des profits à court terme et de l'instantanéité des échanges commerciaux et qui nous amènera immanquablement à interroger au-delà du mythe de la croissance, celui du marché.

Mathieu Sonck

Bibliographie

- A. Gorz, *Adieux au prolétariat : au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980.
- J.M. Harribey, *L'économie économe – Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- *Critiques de la (dé)croissance*, Cahiers marxistes n° 235, mai-juin 2007.
- ARAU, *Décroissance : Révolutionner nos modes de villes ?* Actes de la 37e Ecole urbaine, 2007.
- Paul Ariès, *No conso, Manifeste pour la grève générale de la consommation*, Ed. Golias, 2006.
- Paul Ariès, *La décroissance : Un nouveau projet politique*, Ed. Golias, 2007.
- Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, *Objectif décroissance : Vers une société harmonieuse*, Parangon/Vs, 2005.
- Vincent Cheney, *Le choc de la décroissance*, Seuil, 2008.
- Suren Erkan, *Vers une écologie industrielle*, Editions Charles Léopold Meyer, 2004.
- Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006
- Dominique Méda, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, 2008.
- Bernard Perret, *Le capitalisme est-il durable ?*, Carnets Nord, 2008.